

L'avenir de votre commune est entre vos mains

Finances communales, un vote crucial le 10 mai 2015

Acceptez-vous l'adaptation du coefficient communal d'impôt sur les personnes physiques telle que décidée par le Conseil général le 3 décembre 2014 ?

SÉANCE D'INFORMATION PUBLIQUE

FINANCES COMMUNALES ET VISION D'AVENIR

Mardi 31 mars, 19h30, Halle polyvalente de Marly-Cité



**Cahier spécial
votation**

Une vision globale pour Marly

Afin de perpétuer la tradition d'un enseignement de qualité à Marly, nous devons pouvoir compter sur un corps enseignant compétent et motivé, proposer une offre d'encadrement extra-scolaire adéquate et faire en sorte que les enfants puissent se rendre à l'école en toute sécurité.

Lorsque les référendaires laissent entendre que la commune vit au-dessus de ses moyens, veulent-ils dire que la formation et l'enseignement sont un luxe? Nous pensons au contraire que l'école est la préoccupation numéro un de tous les parents. Des enfants et des jeunes bien formés sont le gage d'une société harmonieuse et la meilleure garantie d'un avenir épanouissant pour les citoyens.

La formation et l'enseignement doivent rester des priorités

La situation financière actuelle de la commune ne permet plus de remplir cette mission comme il le faudrait. La cour d'école de Marly-Cité est loin d'être aménagée à satisfaction. Le cheminement aux abords des écoles devrait être sécurisé avec des zones 30 km/h. En termes d'accueil extra-scolaire, nous avons dû prendre des mesures d'économies et bloquer les effectifs jusqu'en 2017, alors que l'offre ne répond déjà plus à la demande existante.

Il faut regarder la réalité en face. Nos installations scolaires

sont vétustes, et il est urgent de les moderniser. La rénovation du complexe scolaire de Grand Pré est budgétée à 15 millions de francs. Ce montant est important mais nécessaire. Avec 14 classes, il pourra accueillir 350 élèves de niveau primaire. C'est la qualité même de notre cadre scolaire qui est en jeu, et nous ne voulons pas compromettre l'avenir de nos enfants.

Nous sommes sûrs que nos citoyens, qui ont un grand sens des responsabilités, réfléchiront à deux fois avant de noircir l'horizon de la jeunesse marlynoise et de bloquer tout développement dans notre commune.

Le Conseil communal a adopté en 2014 une vision globale qui encadre l'action de l'administration communale : l'objectif principal est de garantir la qualité de vie des citoyens en agissant sur les axes de la mobilité, de l'aménagement et des prestations à la population. Un refus de l'adaptation du coefficient fiscal bloquerait la mise en œuvre de cette vision.

Si le nouveau coefficient devait être rejetée par la population le 10 mai, la commune se retrouverait avec un déficit de 1'700'000 francs au budget 2015. Elle se trouverait dans l'obligation de procéder à des coupes vives partout où elle dispose de la marge de manœuvre légale pour agir.

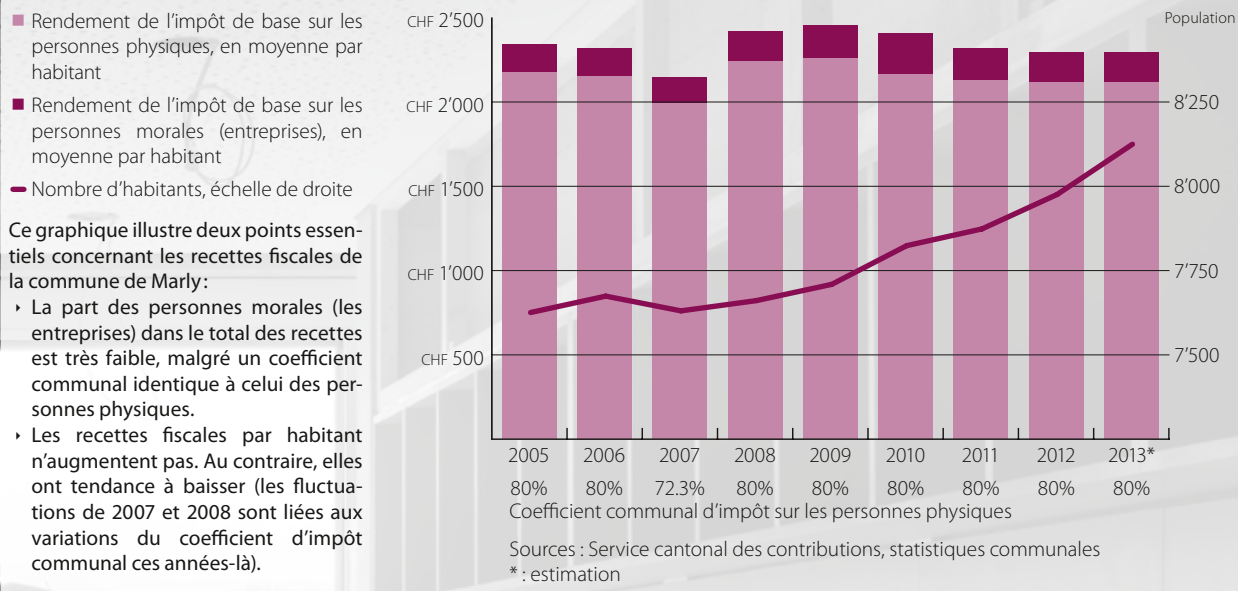
Un refus pénaliserait les sociétés locales

La commune devrait ainsi réduire ou supprimer les investissements planifiés jusqu'en 2019. Elle serait contrainte de diminuer le nombre d'employés communaux, avec pour conséquence des diminutions de prestations dans tous les domaines. Le soutien aux sociétés locales ne pourrait plus être assuré. Les 59 sociétés locales bénéficient gratuitement des infrastructures communales (locaux, terrains et installations sportives). La location de salles est soumise à

un tarif préférentiel pour les sociétés marlynoises. Une trentaine de sociétés bénéficient d'aides financières directes, ordinaires et extraordinaires. Toutes ces aides passeraient à la moulinette des économies en cas de non le 10 mai.

L'opération Marly-Sympa serait également remise en question. En axant son action sur la jeunesse, en associant les sociétés locales et en favorisant l'intégration, Marly-Sympa a permis d'instaurer dans la commune un cadre de vie harmonieux, pacifique et participatif. Les autorités cantonales ont salué ce programme en reconnaissant que Marly compte moins de déprédations et d'actes d'incivilité que d'autres communes, ce qui profite au final à tous les citoyens.

Un budget équilibré permet donc aussi à la commune de soutenir ses sociétés, de favoriser le bien-être de ses citoyennes et citoyens et de leur permettre de s'épanouir dans une commune où il fait bon vivre.



Depuis 2008, sur les 36 communes du district, 14 ont annoncé une hausse de leur coefficient d'impôt. Les communes font face à une situation difficile et sont tenues d'assumer un nombre important de charges imposées par des autorités cantonales ou intercommunales.

Effet des mesures fiscales cantonales et situation économique

Durant les quinze dernières années, l'Etat de Fribourg a fait profiter ses contribuables de différentes baisses d'impôt successives. Mais ce sont des cadeaux que l'Etat ne paie qu'à moitié puisque ces baisses sont automatiquement répercutées sur les communes. Celles-ci déterminent en effet un coefficient qui les lie aux recettes cantonales. A coefficient constant, si les impôts cantonaux baissent, les recettes communales diminuent en proportion. Outre les mesures cantonales, il faut relever que la situation économique de la Suisse s'est nettement dégradée depuis 2008. Alors que le PIB par habitant avait crû de 23 % entre 2000 et 2008, l'augmentation n'était plus que de 1 % entre 2008 et 2013 (source OFS). Cette stagnation se ressent sur le porte-monnaie des contribuables et par ricochet sur les finances publiques.

Surmonter un contexte difficile

Investir pour créer des emplois et générer des rentrées fiscales

Marly fait face à un autre problème, la commune compte trop peu d'entreprises. Sur 10 francs d'impôts perçus, 9 proviennent de personnes physiques. Le Conseil communal a fait de l'aménagement du territoire le point fort de sa stratégie d'action, afin d'augmenter la part des personnes morales dans les

recettes du ménage communal. De premiers résultats sont enregistrés avec le développement du Marly Innovation Center (MIC).

Marly a trop longtemps repoussé toute hausse d'impôts dans l'espoir de voir la situation s'améliorer. L'inaction est devenue dangereuse pour notre commune. Il faut agir. C'est cette capacité d'action que l'adaptation du coefficient d'impôt doit nous donner.

Marly Innovation Center

Le Marly Innovation Center (MIC) est très important pour notre avenir. Il s'agit d'une entreprise privée dans laquelle la commune n'investit pas directement.

Le site abrite déjà 200 emplois et les contacts établis avec différentes sociétés laissent entrevoir que ce nombre va très prochainement doubler. A terme, ce ne sont pas moins de 1'500 emplois supplémentaires qui pourraient y être créés.

Certaines sociétés hésitent toutefois à s'y installer en raison des mauvaises conditions de desserte par les transports publics. Il s'avère donc impératif, pour des raisons d'ordre économique, écologique et légal (conformité au plan cantonal des transports) d'assurer une accessibilité performante au site pour l'ensemble des modes de déplacement. Le prolongement de la ligne 1 s'inscrit déjà dans cette

perspective. Pour la commune, il s'agit d'investissements raisonnables et judicieux, puisqu'en facilitant l'implantation d'entreprises, elle encaissera à moyen terme d'intéressantes rentrées fiscales sur les personnes morales. Des coupes budgétaires arbitraires risqueraient de remettre en question ce développement.

Il en va de même pour le projet du Parc des Falaises: cette nouvelle zone d'activités mixtes est un projet jugé important par la commune.

Les principaux investissements au budget 2015

L'adaptation du coefficient fiscal doit permettre à la commune d'investir. Il n'est en aucun cas question d'utiliser les ressources supplémentaires pour des frais de fonctionnement.

Les investissements prévus sont destinés pour un tiers aux bâtiments scolaires, en particulier au nouveau complexe scolaire de Marly Grand Pré, en voie d'achèvement.

Un autre tiers des investissements concernera les bâtiments du patrimoine communal. Dans ce domaine, chaque propriétaire le sait, plus on attend, plus la facture devient salée. Le dernier tiers est destiné aux infrastructures (routes, approvisionnement, protection et correction des eaux, aménagement du territoire).

Tous ces investissements sont nécessaires, voire obligatoires pour des raisons légales et de sécurité.

Le Conseil communal a défini un programme d'économies strict, mais équitable. Cela affecte aussi bien l'administration que la couverture des frais liés aux prestations fournies.

Une situation très "commune"

Depuis 2008, ce ne sont pas moins de 14 communes, sur les 36 que compte le district de la Sarine, qui ont annoncé une hausse de leur coefficient d'impôt, dont la ville de Fribourg (6 communes ont annoncé une baisse).

Une marge de manoeuvre très étroite

Programme d'économie

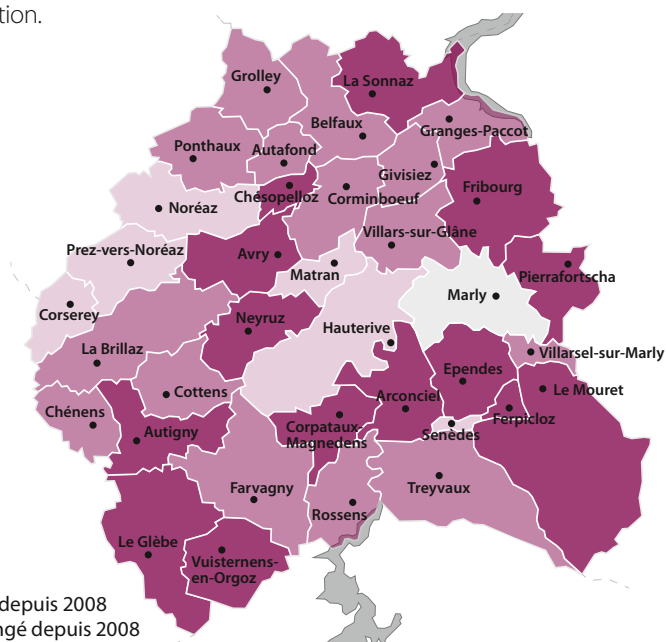
Le Conseil communal a exploré toutes les pistes envisageables pour définir un programme d'économies, respectivement d'optimisation des dépenses et des recettes. Ce programme touche à l'organisation administrative et à la couverture des frais liés aux prestations fournies (adaptation de tarifs et de taxes). Il introduit aussi des plafonnements de certaines aides culturelles, sportives, sociales ou de santé, ainsi que la suppression de l'aide au logement.

Le personnel communal a aussi été appelé à participer de façon plus importante au financement des charges sociales: il a accepté une baisse des salaires nets pour participer à cet effort d'économie.

Conventions et charges liées

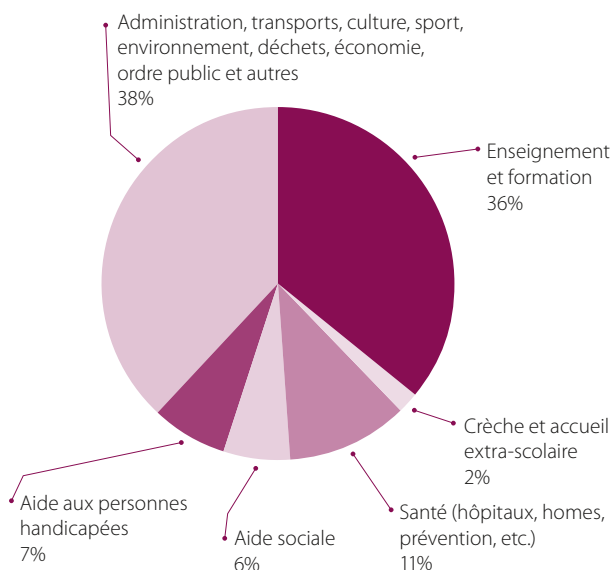
Dans le canton de Fribourg, les communes sont tenues d'assumer un nombre important de charges, imposées par des autorités cantonales ou supra-communales. Il s'agit notamment de la masse salariale des enseignants, des homes, des institutions pour handicapés, du trafic régional, de la protection des eaux ou des différentes activités de l'agglomération. Ce sont des charges sur lesquelles les communes n'ont aucun moyen d'action.

En 2013, pour Marly, sur 31,9 millions de charges de fonctionnement (sans imputations internes et réserves), les charges liées se sont élevées à 18,8 millions (59 %). D'autres charges pour un montant de 11,4 millions (35,7 %) sont liées à des dispositions légales, règlements, conventions et autres directives qui offrent à la commune une certaine liberté de décision seulement. Ce n'est donc que sur un montant restant de 1,7 million (5,3 %) que l'exécutif a une marge de manoeuvre totale. ■



Source: SCom

A quoi servent vos impôts ?



Coûts nets, avant imputation | Source : Comptes communaux 2013

Ce graphique montre la part des différents postes dans le budget communal. On constate l'importance de l'enseignement, de la formation, de l'accueil extra-scolaire et de la santé dans le ménage communal.

Les autorités et l'administration communales ont pour unique préoccupation le bien des citoyens. Dans le budget communal, la moitié des dépenses de fonctionnement est consacrée à des tâches qui répondent à des besoins fondamentaux: l'enseignement, la formation, la santé, la crèche et l'accueil extra-scolaire.

L'administration représente un poste important du budget. Une grande partie des dépenses concerne le traitement du personnel et le paiement des assurances sociales. La commune a analysé en profondeur son fonctionnement et ses coûts et décidé d'un programme d'économies ciblées. L'administration est aujourd'hui adéquatement dimensionnée pour être un rouage essentiel de la vie des Marlinoises et des Marlinois.

Elle s'engage au quotidien pour remplir des tâches utiles et fournir des prestations essentielles aux citoyennes et citoyens, telles que l'eau potable et l'épuration, l'entretien des routes, des places de sports, des rives de la Gérine, la protection de l'environnement, la gestion des déchets ou l'animation socio-culturelle. L'administration se charge aussi de nombreuses tâches découlant d'obligations légales comme le registre des habitants ou la sécurité.

En 2013, les rentrées fiscales et autres revenus de la commune n'ont de loin pas permis de couvrir ses coûts. Le déficit a atteint 1'915'000 francs, soit 6 % du budget. ■

Die Zukunft Ihrer Gemeinde liegt in Ihren Händen

Gemeindefinanzen –
eine Weichen stellende Abstimmung am 10. Mai 2015
Nehmen Sie die Anpassung des Gemeindesteuerkoeffizienten für natürliche
Personen an, wie sie vom Generalrat am 3. Dezember 2014 beschlossen wurde?

ÖFFENTLICHER INFORMATIONSABEND
GEMEINDEFINANZEN UND ZUKUNFTSVISION
Dienstag, 31. März 2015, 19.30 Uhr, Mehrzweckhalle von Marly-Cité



**Abstimmungs-
dossier**

Eine Globalvision für Marly

Um die Schulen in Marly auf ihrem traditionell hohen Niveau zu halten, brauchen wir kompetente und motivierte Lehrpersonen. Zudem müssen wir eine angemessene ausserschulische Betreuung anbieten und für einen sicheren Schulweg sorgen.

Wenn die Referendumsinitianten behaupten, die Gemeinde lebe über ihren Verhältnissen, soll das heissen, dass Bildung ein Luxus ist? Wir meinen im Gegenteil, die Schule sei das Anliegen Nummer 1 aller Eltern. Gut geschulte Kinder und Jugendliche sind das Fundament einer harmonischen Gesellschaft und die beste Gewähr für eine sorgenfreie Zukunft.

Priorität der Bildung

Die heutige Finanzlage der Gemeinde erlaubt es nicht mehr, diesen Auftrag

voll und ganz zu erfüllen. So ist der Pausenplatz in Marly-Cité noch meilenweit von einer befriedigenden Anlage entfernt. Auch sollten aus Sicherheitsgründen bei den Schulen 30-km/h-Zonen errichtet werden. In der ausserschulischen Betreuung mussten wir ebenfalls sparen und einen Personalstopp bis 2017 beschliessen, obwohl das Angebot die Nachfrage schon heute nicht mehr deckt.

Wir müssen uns die Realität vor Augen

halten: Unsere Schulanlagen sind überaltert und müssen dringend moderni-

siert werden. Für die Renovation des Schulzentrums Grand-Pré sind 15 Millionen Franken budgetiert - ein hoher, aber notwendiger Betrag. Es geht um die Qualität der Infrastrukturen für unsere Schulen, und wir wollen nicht, dass unsere Kinder den Preis für das Referendum zahlen müssen.

Unsere Stimmbürgerinnen und Stimmbürger sind verantwortungsvoll. Sie werden es sich bestimmt gut überlegen, ob sie den Horizont für unsere Jugend verdüstern und in Marly jegliche Entwicklung zum Stillstand bringen wollen.

Als Rahmen für die Tätigkeit der Gemeindeverwaltung hat der Gemeinderat 2014 eine Globalvision definiert: Oberstes Ziel ist die Gewährleistung der Lebensqualität unter Einwirkung auf die Mobilität, die Ortsplanung und die Dienstleistungen an die Bevölkerung. Eine Ablehnung der Steueranpassung würde die Umsetzung dieser Vision blockieren.

Sollte die Bevölkerung die Anpassung des Steuerkoeffizienten am 10. Mai ablehnen, stünde die Gemeinde mit einem Budgetdefizit von 1'700'000 Franken da. Sie wäre gezwungen, überall dort, wo ihr ein gesetzlicher Handlungsspielraum bleibt, schmerzliche Kürzungen vorzunehmen.

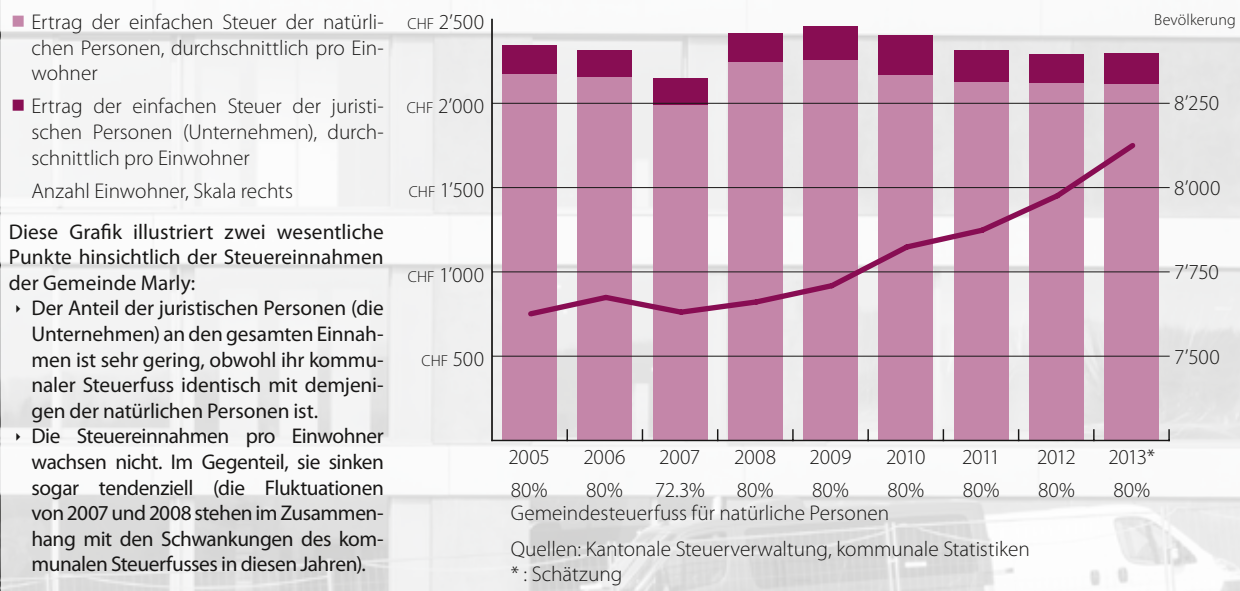
Eine Ablehnung wäre schlecht für die Ortvereine

Die Gemeinde müsste die bis 2019 geplanten Investitionen zurückfahren oder gänzlich streichen. Sie müsste ihren Personalbestand reduzieren, was einen Leistungsabbau in allen Bereichen zur Folge hätte. Die Unterstützung der 59 Ortvereine wäre nicht mehr gesichert: Diese können die Infrastrukturen der Gemeinde (Räumlichkeiten, Sportgelände und -anlagen) gratis benützen. Für das Mieten von Sälen geniessen sie einen Vorzugstarif. Rund 30 Vereine

erhalten ordentliche und ausserordentliche Direktzuschüsse. All diese Formen der Unterstützung würden bei einem Nein am 10. Mai wegfallen.

In Frage gestellt wäre auch die Aktion „Marly-Sympa“. Mit ihrer Ausrichtung auf die Jugend, unter Mitwirkung der Ortsvereine und mit der Integration im Fokus ist es „Marly-Sympa“ gelungen, in der Gemeinde eine harmonische, friedliche und partizipative Atmosphäre zu schaffen. Die kantonalen Behörden begrüsst dieses Programm und mussten anerkennen, dass es in Marly weniger Sachbeschädigungen und respektloses Verhalten gibt als in anderen Gemeinden, was im Endeffekt der ganzen Bevölkerung zugute kommt.

Mit einem ausgeglichenen Budget kann die Gemeinde also auch ihre Vereine unterstützen und ihren Bürgerinnen und Bürgern den nötigen Komfort bieten, damit sie sich in Marly weiterhin wohl fühlen.



Seit 2008 haben 14 der 36 Gemeinden des Bezirks eine Erhöhung ihres Steuerfusses angekündigt. Sie befinden sich in einer schwierigen wirtschaftlichen Lage und müssen dennoch die zahlreichen Aufgaben erfüllen, die ihnen die kantonalen oder überkommunalen Behörden auferlegen.

Auswirkungen der kantonalen Steuerermassnahmen und Wirtschaftslage

In den vergangenen 15 Jahren bescherte der Staat Freiburg den Steuerpflichtigen mehrere Steuersenkungen hintereinander. Diese Geschenke bezahlt der Staat jedoch nur zur Hälfte, denn die Steuersenkungen überwälzen sich automatisch auf die Gemeinden. Diese legen nämlich einen Koeffizienten fest, der sie an die kantonalen Steuereinnahmen bindet. Sinken die Kantonssteuern, nehmen bei gleichbleibendem Koeffizienten auch die Steuereinnahmen der Gemeinden entsprechend ab.

natürliche Personen. Der Gemeinderat hat denn auch die Ortsplanung ins Zentrum seiner Strategie gerückt, um den Firmenanteil am Steueraufkommen zu erhöhen. Mit der Entwicklung des Marly Innovation Centers (MIC) zeigen sich erste Früchte.

Marly hat mit der Steuererhöhung zu lange zugewartet und auf eine Besserung der Lage gehofft. Jetzt muss man den Tatsachen in die Augen blicken und einsehen, dass das Abwarten gefährlich geworden ist. Jetzt besteht Handlungsbedarf. Und diese Handlungsfähigkeit muss uns die Steuererhöhung bringen.

onen Sinn, denn wenn sie jetzt den Firmen die Ansiedlung erleichtert, bringt ihr dies mittelfristig interessante Unternehmenssteuern. Willkürliche Budgetkürzungen würden diese Entwicklung in Frage stellen.

Dasselbe gilt für das Projekt „Parc des Falaises“: Dieser gemischten Arbeitszone misst die Gemeinde grosse Bedeutung zu.

Die wichtigsten Investitionen im Budget 2015

Die Anpassung des Steuerfusses soll es der Gemeinde erlauben, Investitionen zu tätigen. Keinesfalls werden die zusätzlichen Mittel für die Betriebskosten aufgewendet.

Die geplanten Investitionen sind zu einem Drittel für die Schulgebäude bestimmt, insbesondere für den neuen Schulkomplex von Marly Grand Pré, der kurz vor der Fertigstellung steht.

Ein weiteres Drittel der Investitionen betrifft die historischen Gebäude der Gemeinde. Jeder Hauseigentümer weiss: Je länger man in diesem Bereich zuwartet, desto gesalzener wird die Rechnung.

Das letzte Drittel ist für die Infrastrukturen bestimmt (Strassen, Versorgung, Schutz und Korrektur von Gewässern, Raumplanung).

Alle diese Investitionen sind aus gesetzlichen und sicherheitsrelevanten Gründen nötig bzw. unumgänglich.

Ein schwieriges Umfeld bezwingen

Kommt hinzu, dass sich die Wirtschaftslage in der Schweiz seit 2008 markant verschlechtert hat. Hatte das Brutto-Inlandprodukt zwischen 2000 und 2008 noch um 23% zugenommen, betrug das Wachstum zwischen 2008 und 2013 nur noch 1% (Quelle: Bundesamt für Statistik). Wie die Graphik unten zeigt, schlägt sich diese Stagnation im Portemonnaie der Steuerzahler und damit auch in den öffentlichen Finanzen nieder. Die Steuereinnahmen brachen 2009 ein und haben sich seither nicht mehr erholt.

Investieren zur Schaffung von Arbeitsplätzen und Generierung von Steuereinnahmen

Marly ist mit einem weiteren Problem konfrontiert: Es gibt zu wenig Firmen. Von 10 Steuerfranken entfallen 9 auf

Marly Innovation Center (MIC) Dieses ist für unsere Zukunft von grosser Bedeutung. Es handelt sich dabei um ein Privatunternehmen, in welches die Gemeinde nicht direkt investiert.

Auf dem Areal arbeiten bereits 200 Personen, und Kontakte mit verschiedenen Firmen lassen darauf schliessen, dass es bald doppelt so viele sein werden. Längerfristig könnten sogar bis zu 1500 zusätzliche Arbeitsplätze geschaffen werden. Einige Firmen zögern indessen noch wegen der schlechten Anbindung an den öffentlichen Verkehr. Aus wirtschaftlicher, ökologischer und gesetzlicher Sicht (kantonaler Verkehrsplan) muss der Standort zwingend für alle Verkehrsmittel gut erreichbar sein. Die Verlängerung der Buslinie 1 ist bereits ein erster Schritt in diese Richtung. Für die Gemeinde machen die Investi-

Der Gemeinderat hat ein striktes, aber faires Sparprogramm festgelegt. Dieses betrifft sowohl die Verwaltung als auch die Deckung der Kosten im Zusammenhang mit erbrachten Leistungen.

Viele Gemeinden befinden sich in einer ähnlichen Lage

Seit 2008 haben nicht weniger als 14 der 36 Saanegemeinden eine Erhöhung ihres Steuerkoeffizienten vorgenommen, darunter auch die Stadt Freiburg (sieben Gemeinden haben hingegen ihre Steuern gesenkt).

Abkommen und gebundene Ausgaben

Im Kanton Freiburg müssen die Gemeinden eine Reihe Ausgaben übernehmen, die ihnen von kantonalen oder suprakommunalen Behörden auferlegt werden. Es handelt sich dabei insbesondere um die Löhne der Lehrpersonen, die Alters- und Pflegeheime, die Institutionen für Behinderte, den Regionalverkehr, den Gewässerschutz und die verschiedenen Aktivitäten der Agglomeration. Diese Aus-

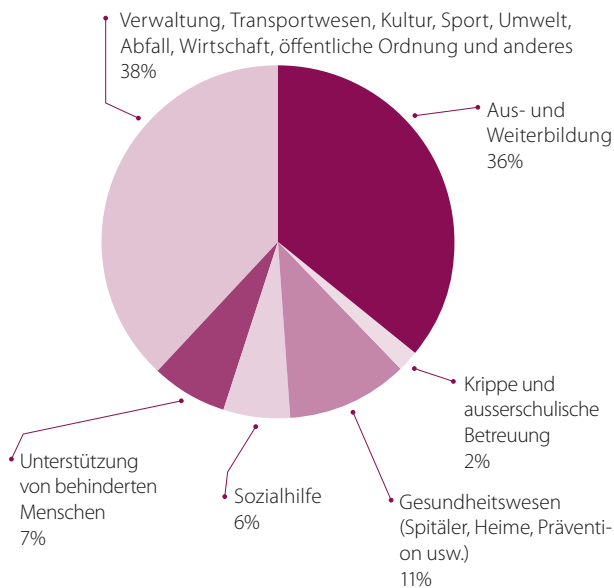
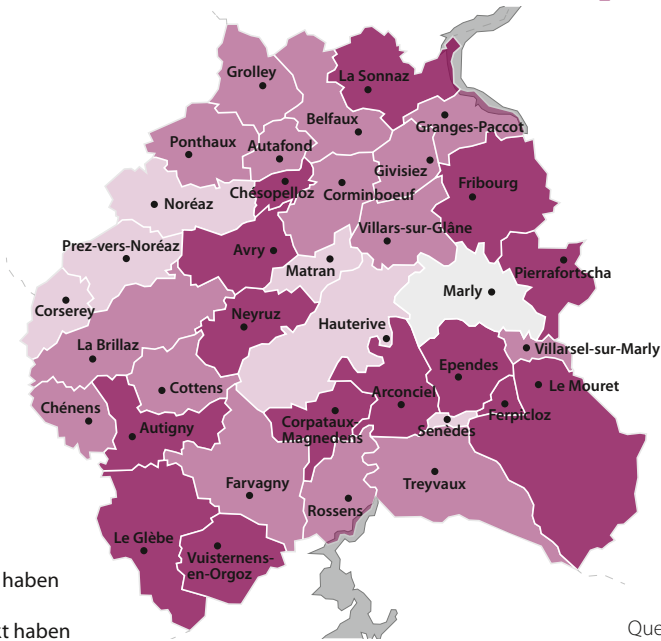
gaben kann die Gemeinde in keiner Weise beeinflussen.

In Marly entfielen im Jahre 2013 von den 31,9 Millionen Franken der laufenden Rechnung 18,8 Millionen auf die gebundenen Ausgaben (59%). Weitere Ausgaben in der Höhe von 11,4 Millionen (35,7%) sind an gesetzliche Grundlagen, Reglemente, Vereinbarungen und Weisungen gebunden und geben der Gemeinde einen beschränkten Handlungsspielraum. Nur bei den übrigen 1,7 Millionen Franken (5,3%) hat der Gemeinderat Handlungsfreiheit.

Ein äusserst enger Handlungsspielraum

Sparprogramm

Der Gemeinderat hat alle Möglichkeiten ausgelotet, um ein Sparprogramm bzw. ein Programm zur Optimierung von Ausgaben und Einnahmen zu erstellen. Betroffen sind die Verwaltungsorganisation sowie leistungsbezogene Tarife und Gebühren (Prinzip der Kostendeckung). Eingeführt werden auch Höchstansätze für gewisse Subventionen in den Bereichen Kultur, Sport, Soziales und Gesundheit. Die Wohnhilfe wird gestrichen. **Auch das Gemeindepersonal muss sich vermehrt an der Finanzierung der Soziallasten beteiligen: Es hat eine Senkung der Nettolöhne hinge-nommen, um einen Beitrag an die Sparanstrengungen zu leisten.**



Nettokosten, vor Verrechnung | Quelle: Gemeinderrechnung 2013
Diese Grafik zeigt den Anteil der verschiedenen Positionen im Gemeindebudget. Es zeigt sich, dass die Aus- und Weiterbildung, die ausserschulische Betreuung und das Gesundheitswesen im Gemeindehaushalt eine wichtige Stellung einnehmen.

Wozu dienen Ihre Steuern?

Einziges Anliegen von Gemeindebehörden und -verwaltung ist das Wohl der Bevölkerung. Die Hälfte des Gemeindebudgets dient der Finanzierung fundamentaler Bedürfnisse: Bildung, Gesundheit, Krippe und ausserschulische Betreuung. Die Verwaltung bildet einen bedeutenden Budgetposten. Ein Grossteil der Ausgaben entfallen auf Personalkosten (Löhne und Sozialversicherungen). Die Gemeinde hat ihre Kosten und Abläufe einer gründlichen Analyse unterzogen und ein gezieltes Sparprogramm erstellt. Die Verwaltung hat heute die richtige Grösse und ist eine wichtige Drehscheibe im Alltag der Einwohnerinnen und Einwohner von Marly. Täglich erfüllt sie nützliche Aufgaben im Dienste der Bevölkerung: Sie erbringt lebenswichtige Leistungen wie die Versorgung mit Trinkwasser oder die Reinigung des Abwassers, sie unterhält Strassen, Sportplätze, Flussufer und Umwelt, entsorgt die Abfälle und so fort. Der Verwaltung obliegen auch zahlreiche Aufgaben aufgrund gesetzlicher Verpflichtungen (Einwohnerkontrolle, öffentliche Sicherheit usw.). 2013 haben die Steuereinnahmen und weitere Einnahmen der Gemeinde ihre Ausgaben bei weitem nicht gedeckt. Das Defizit erreichte 1'915'000 Franken bzw. 6% des Budgets.